



PAR COURRIEL

Québec, le 14 juillet 2025

Madame Jeanne-Évelyne Turgeon
Présidente-directrice générale
Centre intégré de santé
et de services sociaux de Laval
Bureau 1.44
1755, boulevard René-Laennec
Laval (Québec) H7M 3L9

Madame la Présidente-Directrice générale,

Je souhaite par la présente vous proposer de poursuivre l'accompagnement offert par la Directrice nationale de la protection de la jeunesse visant la réduction, la conformité et le suivi des mesures de contrôle en Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation au Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval.

En vertu du paragraphe c) du premier alinéa de l'article 29 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34.1) (ci-après « LPJ »), j'ai, à titre de directrice nationale de la protection de la jeunesse, la responsabilité d'exercer les contrôles requis pour assurer que les interventions en protection de la jeunesse respectent les standards généralement reconnus et soient adéquates sur les plans à la fois scientifique, humain et social.

Depuis le printemps 2025, le Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval (CISSS de Laval) a mis en place un plan d'action afin d'assurer la conformité quant à l'utilisation des mesures de contention et d'isolement au Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation de Laval. Vous avez également mis en place dans les derniers mois un plan global pour améliorer vos services de réadaptation, y compris la dimension de l'utilisation des mesures de contrôle.

Comme convenu, je prolonge le mandat de madame Manon St-Maurice, à titre d'experte externe et accompagnatrice, pour poursuivre l'accompagnement et agir en mon nom pour aider vos équipes à analyser et à réduire le recours aux mesures de contrôle, notamment auprès des enfants de 14 ans et moins.

... 2

Madame St-Maurice poursuivra son accompagnement afin de soutenir le CISSS de Laval dans la mise en œuvre des volets de son plan d'action entourant les mesures de contention et d'isolement, notamment :

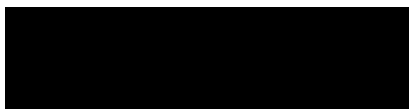
- l'analyse de l'utilisation des mesures de contrôle, tant pour les enfants que pour les adolescents et adolescentes hébergés;
- l'analyse spécifique des pratiques auprès de la clientèle des jeunes enfants entre 6 et 12 ans, notamment les éléments qui conduisent à une surutilisation de ces mesures;
- l'analyse des pratiques de sécurité et de gestion de risques, ainsi que des correctifs visés;
- l'identification de correctifs pour assurer la conformité des mesures de contrôle;
- le développement d'indicateurs de suivi des mesures de contrôle, incluant la mesure de la conformité de celles-ci et la qualité de la saisie dans le système clientèle;
- la mise en place d'une instance de vigie et de contrôle interne avec la Direction des services multidisciplinaires;
- l'accompagnement des chefs et des équipes dans la définition de cibles de réduction des mesures de contrôle et des changements de culture attendus.

Madame St-Maurice aura également l'autorité d'aviser la directrice nationale de la protection de la jeunesse et la présidente-directrice générale de l'établissement de tout correctif immédiat ou à court terme requis pour assurer la protection et le bien-être des enfants. La prolongation de son mandat de 6 mois sera effectif du 30 juin au 29 décembre 2025. L'accompagnement de l'établissement sera pour le temps nécessaire à l'intérieur de cette période.

Pour toute question, je vous invite à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Madame la Présidente-Directrice générale, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice nationale de la protection de la jeunesse
et sous-ministre adjointe,



Lesley Hill

- c. c. M^{me} Geneviève Biron, Santé Québec
 M. Daniel Paré, MSSS
 M. Jean-François Payette, CISSS de Laval
 M^{me} Anick Deslongchamps, CISSS de Laval
 M^{me} Manon St-Maurice, consultante

N/Réf. : 24-PJ-00196-001